

Un comité directeur composé de représentants des gouvernements, du mouvement syndical, de l'industrie et des milieux scientifique et médical est chargé d'organiser la rencontre et de veiller à ce que tous les points de vue soient représentés. Cette initiative de la Commission, du Canada et du Québec offre une occasion unique, à l'échelle internationale, de concilier les intérêts économiques avec les besoins sociaux, industriels et l'environnement.

Aucun aspect du dossier de l'amiante ne sera ignoré. Y-a-t'il un seuil d'exposition n'entraînant aucun effet sur la santé? Les travailleurs sont-ils exposés à des risques excessifs? Devrait-on remplacer l'amiante? Y-a-t'il pour la population en général des risques de cancer reliés à l'exposition à l'amiante? En plus de dresser un bilan aussi objectif et global que possible de la situation de l'amiante, le symposium s'emploiera à définir l'orientation future de la recherche et à identifier les critères devant procurer un fondement rationnel aux législations et réglementations relatives à l'amiante.

Déjà des gens de plus de 35 pays ont manifesté leur intention de participer. Dans l'acceptation des demandes d'inscription, le Comité directeur veillera à assurer une répartition adéquate de tous les milieux et de tous les points de vue, de même qu'une répartition géographique appropriée, tout en respectant le principe du "premier arrivé, premier servi". Des fiches de demande d'inscription peuvent être obtenues de la Commission des Communautés européennes ou de la Mission du Canada auprès des CE.

Le symposium est ouvert à la presse. Toutefois, les médias et/ou journalistes désireux de rendre compte du symposium devront adresser une demande d'accréditation avant le 15 avril au Secrétariat, Symposium Mondial sur l'Amiante, 84 rue de Bresoles, Montréal, H2Y 1V5, Canada. (Téléphone 514-845-6165, télex 05-24245).

MAJOR BOOST FOR CANADA'S SPACE PROGRAMME

Last autumn, millions of television viewers around the world followed the performance of the "Canadarm", the remote manipulator system which was a key component of the American space shuttle programme. Canada is now prepared to build on that success and to prepare a long-term strategy for concentrating its industrial development efforts in areas of high technology and particularly in the space industry.

To this end the Canadian Government has agreed to provide, over the next four years, an additional 132.1 million dollars for space activities. This will bring to 475.8 million dollars the total commitment to space between now and 1985. The funds will be used to strengthen and expand Canada's capabilities in communications, remote sensing and technological development, and to further strengthen Canadian participation in major European space projects. The increase will permit the continued development of an industrial prime contractor, SPAR Aerospace Limited, to produce satellites and satellite subsystems for the growing domestic and world markets. New initiatives made possible by the increase include:

- Canada's participation in the Large Satellite Programme (LSAT - Europe's new communications satellite) of the European Space